

Après une soudaine offensive du FPR

Les forces gouvernementales en déroute dans la capitale rwandaise

Les forces du Front patriotique rwandais (FPR, rébellion de la minorité tutsie) ont pénétré, lundi 4 juillet, dans le centre de Kigali, jusqu'alors tenu par les forces gouvernementales. La soudaine avance des forces rebelles, après de violents combats et tirs d'artillerie durant la nuit et les deux jours précédents, a provoqué un nouvel exode de populations.

■ ACCROCHAGE. Près de Butaré, un bref accrochage opposé, dimanche, des soldats français et des combattants de l'opposition, dans le sud-ouest du pays. Les hommes de l'opération « Turquoise » escortaient près de 1 000 civils hors de la zone des combats. Selon les responsables militaires français, une patrouille de parachutistes a répliqué à des tirs de combattants du FPR. Il s'agissait du premier incident de ce genre depuis le début de la mission des troupes françaises

KIGALI

de notre envoyé spécial

La prise de Kigali par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) paraissait en train de s'achever, lundi 4 juillet, en fin de matinée. Des dizaines d'hommes en armes montaient vers le plateau et une partie du centre-ville qui était encore, dimanche soir, sous contrôle des Forces armées rwandaises (FAR), les troupes gouvernementales, après des échanges nourris de mortier et de mitrailleuses lourdes, entendus les trois nuits précédentes, ainsi que de nombreux mouvements de camions et de véhicules divers.

Les rebelles sont arrivés au niveau de l'église de la Sainte-Famille et vraisemblablement plus haut, peut-être jusqu'aux abords de l'hôtel des Mille-Collines et du marché, où seize personnes avaient été tuées samedi, qui se trouve juste der-

rière le ministère de la défense. L'hôtel des diplomates (où logeaient des responsables des FAR et le camp militaire qui le jouxte) étaient lundi matin directement menacés ou peut-être déjà pris.

En tout cas, le camp de la garde présidentielle était tombé ainsi que celui de la gendarme-

rie. Les forces gouvernementales en déroute semblaient se diriger vers le sud pour tenter d'obliquer ensuite vers l'ouest afin de gagner la partie du pays qui échappe encore au contrôle du FPR.

Samedi, les FAR avaient acheminé plus de trois cents orphelins chez Marc Vaiter,

portant à près de six cents le nombre des enfants confiés à ce Français.

Son orphelinat n'est séparé du ministère de la défense que par une route étroite, et certains pensaient que cet acte humanitaire masquait en fait le désir des militaires gouvernementaux d'en faire une sorte de

« bouclier humain ». L'hôpital du Comité international de la Croix-Rouge se trouvait lundi matin dans une zone conquise par le FPR.

Exode des civils

En fin de semaine dernière, le général Augustin Dzimungu, le chef d'état-major des FAR, qui devait nous recevoir, avait annulé le rendez-vous. Un officier des renseignements des FAR nous avait expliqué qu'il préparait une contre-offensive. Il devait, en fait, préparer le repli de ses troupes sur des positions plus sûres.

Au fur et à mesure de l'avancée des rebelles à flanc de la colline qui mène au plateau, des dizaines de civils évacuaient la ville en colonne ordonnée emportant tout ce qu'ils pouvaient.

F. F.

La France propose à l'ONU de créer une zone de sécurité « humanitaire »

La France a officiellement informé l'ONU, samedi 2 juillet, qu'elle proposait de mettre en place une vaste « zone humanitaire sûre » dans le sud-ouest du Rwanda pour protéger les populations civiles, si un cessez-le-feu n'est pas instauré « immédiatement ».

Dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali,

l'ambassadeur de France à l'ONU, M. Jean-Bernard Mérimée souligne « l'urgence de la situation » et précise qu'« à défaut de pouvoir organiser [cette zone] avec le soutien de la communauté internationale, la France n'aurait d'autre choix que celui de se retirer très rapidement du territoire rwandais ».

La France estime que sur la

base des résolutions antérieures du Conseil de sécurité, elle est autorisée à mettre en place cette zone mais elle souhaiterait néanmoins que par l'intermédiaire de M. Boutros-Ghali « l'ONU exprime son appui », ajoute M. Mérimée. Le Front patriotique rwandais (FPR) a aussitôt fait savoir qu'il était hostile à cette initiative. - (AFP)